

Convention collective
IDCC : 8832. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Haute-Loire et Lozère)
(11 août 1982)
(Etendue par arrêté du 30 novembre 1982,
Journal officiel du 20 janvier 1983)

AVENANT N° 78 DU 30 JUIN 2015

NOR : AGRS1697028M
IDCC : 8832

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de la convention collective afin d'y intégrer le dispositif de portabilité et les taux de cotisations y afférents.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 67.5 « Taux, assiette, répartition des cotisations » sont modifiées comme suit :

« Article 67.5

Taux, assiette, répartition des cotisations

Les cotisations servant au financement du régime de prévoyance sont assises sur la totalité des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations du régime de base de sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées par ladite convention.

Elles sont appelées pour les salariés et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

(En pourcentage.)

(AVENANT N° 78 DU 30 JUIN 2015)	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail		(*)	
– dont garantie légale	0,38	0,38	–
– dont garantie conventionnelle	0,54	0,02	0,52
Invalidité	0,11	0,09	0,02
Décès	0,19	0,19	–
Total	1,22	0,68	0,54
Assurance des charges sociales patronales	0,13	0,13	–
Total	1,35	0,81	0,54

(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, est à la charge exclusive de l'employeur.

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique « prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires.

La répartition des cotisations des garanties conventionnelles s'établit comme suit :

- 64 % (part salariale) ;
- 36 % (part patronale). »

Article 2

Il est créé un article 67.9 rédigé comme suit :

« Article 67.9

Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi. Les dispositions légales figurent pour information en annexe de l'avenant n° 78 du 30 juin 2015.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 3

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} juin 2015 concernant les dispositions de l'article 2 sur la portabilité et au premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension concernant les dispositions de l'article 1^{er} sur les taux de cotisations.

Article 4

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé conformément aux dispositions légales.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait au Puy-en-Velay, le 30 juin 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FDSEA de la Haute-Loire ;
FDSEA de la Lozère ;
FDCUMA de la Haute-Loire ;
FDCUMA de la Lozère ;
UNIPHOR ;
UR des entrepreneurs des territoires d'Auvergne.

Syndicats de salariés :

CGT-FO des salariés en agriculture de la Haute-Loire ;
CGT-FO des salariés en agriculture de la Lozère ;
UD CFTC de la Haute-Loire ;
UD CFTC de la Lozère ;
SGA CFDT de la Haute-Loire ;
SGA CFDT de la Lozère ;
UD CFE-CGC de la Haute-Loire.

ANNEXE

DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois.

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur.

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise.

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période.

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article.

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.